



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Service de la coordination des politiques  
publiques**

**Bureau de la coordination et des  
procédures environnementales**

Saint-Denis, le 29 avril 2022.

**ARRÊTÉ N° 2022 – 772 /SG/SCOPP**

**Portant enregistrement de l'élevage de la EARL CHEMIN CAFE  
pour l'exploitation d'un élevage porcin,  
sur le territoire de la commune du Tampon**

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**

chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU** les titres 1<sup>er</sup> et IV du livre V du Code de l'environnement en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU** le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret du 29 mai 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT, préfet de la Région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU** le décret du 6 janvier 2021 portant nomination de Mme Régine PAM en qualité de secrétaire générale de la préfecture de La Réunion ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n<sup>os</sup> 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le récépissé de déclaration en date du 19 janvier 2013 autorisant la EARL CHEMIN CAFÉ à exploiter 380 animaux-équivalents pour les porcins ;
- VU** la demande d'enregistrement en date du 06 août 2021 à la sous préfecture de Saint-Pierre, et complétée le 29 septembre 2021 présentée par la EARL CHEMIN CAFÉ en vue de l'enregistrement d'un élevage de porcs de 592 animaux-équivalents sous la rubrique 2102-1 de la nomenclature des installations classées, sis 46 rue des Poiriers, Grand Tampon les bas sur le territoire de la commune du Tampon ;
- VU** l'avenant concernant le plan d'épandage et les installations photovoltaïques en date du 29 septembre 2021 ;

- VU** le dossier technique joint à cette demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel sus-visé, dont l'aménagement a été sollicité ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-2436/SP/SAINT-PIERRE/BATEAT du 25 novembre 2021 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public de Saint-Pierre et du Tampon ;
- VU** arrêté n° 7 du 3 janvier 2022 portant délégation de signature pour l'activité générale et l'ordonnancement des dépenses et recettes à Mme Régine PAM, secrétaire générale de la préfecture de La Réunion, et à ses collaborateurs ;
- VU** aucune observation du public recueillie entre le 21 décembre 2021 et le 21 janvier 2022 inclus ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 14 avril 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celle-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement, en date du 19 avril 2022 et sa réponse positive en date 20 avril 2022;

Sur proposition du la Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRÊTE

---

### TITRE 1 - Portée de l'enregistrement et conditions générales

---

#### *CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée*

##### **Article 1.1.1. Exploitant titulaire, Durée, Péréemption**

Les installations de l'élevage de la EARL CHEMIN CAFÉ, faisant l'objet de la demande susvisée en date du 06 août 2020 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune du Tampon, 46 rue des Poiriers, Grand Tampon les bas. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'effectif de l'élevage en présence simultanée ne pourra à aucun moment excéder :

- ✦ Porcs : 592 animaux-équivalents ;

L'arrêté portant enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux ans consécutivement (article R.512-74 du code l'environnement).

## CHAPITRE 1.2 Nature et localisation des installations

### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations relèvent des régimes des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivants :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité autorisée
2102	1	E	<b>Porcs</b> (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, Plus de 450 animaux-équivalents	Élevage de porcs	<b>592 AE</b>
2101	1C	D	<b>Bovins</b> (activité d'élevage, transit, vente, etc. de). De 50 à 400 animaux	Bovins à l'engraissement	<b>104</b>

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

### Article 1.2.1. Situation de l'établissement

Les installations enregistrées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
Le Tampon	422CP0700	Grand Tampon les bas

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leur référence sur un plan de situation de l'élevage tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'enregistrement

### Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

## CHAPITRE 1.4 Modifications et cessation d'activité

### Article 1.4.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### Article 1.4.2. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

### **Article 1.4.3. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **Article 1.4.4. Cessation d'activité**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt, trois mois au moins avant celui-ci.

Il adresse au préfet :

- un plan à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une description des mesures prises ou prévues pour l'évacuation ou l'élimination des déchets présents sur le site ;
- une étude sur l'usage ultérieur qui peut être fait du site, notamment en termes d'utilisation du sol ou du sous-sol ;
- une description du démantèlement des installations ou de leur nouvelle utilisation ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et « la gestion des déchets » présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-46-26 et R 512-46-27 du code de l'environnement.

## ***CHAPITRE 1.5 Prescriptions techniques applicables***

### **Article 1.5.1. Prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs. Ainsi, la prescription de l'élevage suivant :

- ✧ le récépissé de déclaration en date du 19 janvier 2013 autorisant la EARL CHEMIN CAFÉ à exploiter 380 animaux-équivalents pour les porcins ,est abrogé.

### **Article 1.5.2. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, Aménagements des prescriptions**

**S'appliquent à l'élevage les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

---

## **TITRE 2 - Épandages**

---

### **Article 2.1.1. Règles générales**

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure est annexé au dossier de demande d'enregistrement.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

#### **Article 2.1.2. Origine des effluents à épandre**

Les déjections et/ou effluents à épandre sont issus de son élevage porcin et bovins.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

#### **Article 2.1.3. Caractéristiques de l'épandage**

Les effluents à épandre provenant de l'élevage présentent les caractéristiques suivantes :

<b>Effluents</b>	<b>N Maîtrisable (en kg)</b>	<b>P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> Maîtrisable (en kg)</b>	<b>K<sub>2</sub>O Maîtrisable (en kg)</b>
<b>Porcins</b>	1506	2233	2 281
<b>Bovins</b>	1638	4655	10 264
<b>TOTAL</b>	3144	6888	12 545

#### **Article 2.1.4. Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare**

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports N, P et K, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

#### **Article 2.1.5. Mise à disposition des parcelles pour l'épandage par un tiers**

Plusieurs contrats lient le producteur d'effluents d'élevage à plusieurs exploitants qui valorisent les effluents. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

### Article 2.1.6. Périmètre d'épandage

Le périmètre retenu pour l'épandage est le suivant :

Commune	Superficie Potentiellement Epandable (SPE) (en ha)	Type de culture
Le Tampon	21,62 18,34 7,06	Canne à sucre Prairies Autres cultures
Saint Pierre	29,77	Prairies
<b>TOTAL</b>	<b>76,79</b>	

Le détail du périmètre retenu est joint en annexe du présent arrêté.

---

### TITRE 3 - Modalités d'application - Voies de recours

---

#### Article 3.1.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Mesures de publicité

Conformément aux dispositions inscrites au code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

1. une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie du Tampon et de Saint-Pierre et peut y être consultée ;
2. un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Tampon et de Saint-Pierre pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. l'arrêté est adressé au conseil municipal du Tampon et de Saint-Pierre;
4. l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### Article 3.1.2. Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3, L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de l'affichage de la présente décision ou de sa publication. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

2° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet dans un délai de deux mois, ce dernier prolonge de deux mois les délais mentionnés supra.

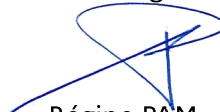
Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Pierre, le maire du Tampon, le maire de Saint-Pierre, le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Copie en sera adressée à :

- monsieur le maire du Tampon ;
- monsieur le maire de Saint-Pierre ;
- monsieur le sous-préfet de Saint-Pierre ;
- monsieur le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement/ SPREI et SEB ;
- monsieur le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

Le préfet et par délégation  
la secrétaire générale



Régine PAM

**ANNEXE : PARCELLES D'ÉPANDAGE**





